

# SERVICE DES MINES

## ARRONDISSEMENT MINÉRALOGIQUE DE DIJON

Subdivision de BELFORT

BELFORT, le 23 SEPTEMBRE 1971

6, rue Général Reiset

### RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES ETS CLASSES

Objet : Création d'une usine de panneaux  
à particules et panneaux stratifiés

Pétitionnaire : Sté RESOGIL à LURE (70)

Référence : AI.003.242

- Monsieur le Préfet de la Haute Saône - Direction de l'Administration Générale et de la Réglementation - 2ème Bureau, a adressé à Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines à DIJON, un dossier relatif à l'installation sur la commune de LURE, d'une usine de fabrication de panneaux à particules de bois et d'éléments stratifiés.

Cette usine a fait l'objet d'une demande d'autorisation déposée le 17 Mars 1970 auprès de Monsieur le Préfet de la Haute Saône. L'étude technique des différentes activités a montré que les représentants locaux de la Société RESOGIL ignoraient les dispositions techniques des dépôts de matières dangereuses et ce tant du point de vue qualitatif que quantitatif. Il en était d'ailleurs de même pour la majorité des activités classables, y compris l'installation de combustion.

Ainsi, le service administratif de tutelle a rencontré certaines difficultés pour faire une analyse complète de ce projet relativement aux dispositions de la loi du 19 Décembre 1917 sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Cette unité de production tombe en effet sous le coup de la loi du 19 Décembre 1917 sous les rubriques suivantes :

- Unité de broyage et déchiquetage - 3ème classe - Rubrique 89-2e x
- Séchoir rotatif au fuel n° 2 - 2ème classe - Rubrique 153 bis x
- Séchoir vertical - 2ème classe - Rubrique 153 bis x
- ✓ - Séchoir rotatif mixte - 2ème classe - Rubrique 153 bis
- ✓ - Broyeur à grille - 3ème classe - Rubrique 89-2e x
- ✓ - Trieurs de particules - 3ème classe - Rubrique 89-2e x
- Encolleuses rotatives - 3ème classe - Rubrique 83-2e pas
- Caisses de répartition des particules - 3ème classe - Rubrique 89-G x

../...

../...

- B
- X - Sac de partage du mât - 3ème classe - Rubrique 89-C ✓
  - X - Presse à étages à eau surchauffée - 3ème classe - Rubrique 89-C ✓
  - X - Banc d'équarrissage à 5 lames - 3ème classe - Rubrique 81-C ✓
  - X - Stockage tampon de 2 500 m<sup>3</sup> de panneaux - 3ème classe - Rubrique 81-C ✓
  - X - Ponceuse à bandes - 3ème classe - Rubrique 81-C ✓
  - X - Banc de sciage à 4 scies - 3ème classe - Rubrique 81-C ✓
  - X - Pompes haute pression - 3ème classe - Rubrique 33 bis ✓
  - X - Compresseur d'air H.P. (315 bars) - 3ème classe - Rubrique 33 bis ✓
  - X - Réservoirs d'air H.P. - 3ème classe - Rubrique 33 bis ✓
  - X - Station de compression d'air B.P. (9 Bars) - 3ème classe - Rubrique 33 bis ✓
  - X - Atelier de stratification à chaud - 3ème classe - Rubrique 272-A-2 ✓
  - X - Atelier de découpe 4 scies - 3ème classe - Rubrique 81-C ✓
  - X - Chaudière à fuel n° 2 10-10<sup>3</sup> TH/H - 2ème Classe - Rubrique 153 bis ✓
  - X - Chaudière mixte 10-10<sup>3</sup> TH/H - 2ème classe - Rubrique 153 bis ✓
  - Groupe réfrigérant 20 000 Fg/h - 3ème classe - Rubrique 361-2e ✓
  - X - Stockage F.O.D. (aérien) - 3ème classe - Rubrique 255-3e ✓
  - X - Dépôt gas-oil - 25 m<sup>3</sup> - 3ème classe - Rubrique 255-3e ✓
  - Atelier où l'on emploie des liquides inflammables de 2ème catégorie Qcà 20000 litres - 3ème classe - Rubrique 260-2-B pas -
  - Atelier où l'on emploie des alcools définis à la rubrique 38 Qc2 500 litres - 2ème classe - Rubrique 258-B-2-B ✓
  - Dépôt de Méthylcglycol (PE 46,1) - 3ème classe - Rubrique 254-B-2-C ✓

#### Avis des différents Services consultés

##### Direction de l'Action Sanitaire et Sociale

L'installation en question est en partie réalisée et fonctionne partiellement ; les fosses septiques et les bacs de décantation ont fait l'objet d'une étude particulière approuvée par le Service de l'Action Sanitaire le 8 Juillet 1970 -(dossier 857).

Les eaux pluviales et les eaux-vannes après traitement seront rejetées d'une part au Nord-Est dans le ruisseau "Le Bourbier" et d'autre part au Sud-Ouest dans le ruisseau "Notre Dame".

Il n'y a pas d'eaux industrielles rejetées.

Suite favorable pour le classement de cet établissement.

../...

../...

Direction Départementale de l'Agriculture

Mêmes observations que ci-dessus pour les eaux pluviales  
Avis favorable.

Inspection des Services Incendie et de Secours

L'établissement dont il s'agit a fait l'objet d'un rapport avant la délivrance du permis de construire - Avis favorable.

Direction Départementale de l'Équipement

Le présent dossier a fait l'objet de la délivrance d'un permis de construire en date du 4 Décembre 1970.

Enquête de commodo et Incommodo

Une enquête de commodo et incommodo d'une durée de 15 jours a été effectuée conformément à l'article 9 de la loi du 19 Décembre 1917.

Le procès-verbal d'enquête, clos le 15 Mars 1971 par Monsieur le Maire de La Côte, Commissaire Enquêteur, porte des réserves émanant de Monsieur le Président de l'Association de Pêche et de Pisciculture "La Gaule Luronne" à LURE.

Ces réserves étant, comme le prouve l'examen de l'installation, sans objet, le Commissaire Enquêteur a décidé de ne pas les retenir. Nous nous rangeons à cet avis.

Avis de l'Inspecteur des Etablissements Classés

Le classement général de cette unité de production de panneaux à particules et stratifiés ressort donc de la 2<sup>ème</sup> classe.

L'étude technique des installations a montré que le projet n'était pas conforme à la réglementation en vigueur ; et a de ce fait nécessité de nombreuses séances de travail pour établir même au départ le classement définitif. En particulier, l'installation de combustion débitera à allure nominale quelques 63 000 m<sup>3</sup>/h de gaz, de sorte qu'il y avait lieu de craindre au niveau du sol, une teneur d'anhydride sulfureux très importante.

A cet effet, l'étude effectuée par nos soins en vue d'assurer une bonne dispersion des quantités de SO<sub>2</sub> produites par l'installation a montré qu'en aucun cas, la hauteur du conduit de fumée ne devrait être inférieure à 30 mètres. A noter qu'à l'origine la cheminée prévue était seulement de 20 mètres

Conclusion

Nous proposons que la demande d'autorisation présentée par la Société RESOGIL soit approuvée par le Conseil d'Hygiène. Un projet de prescriptions destiné à former le corps de l'arrêté préfectoral d'autorisation sera établi par nos soins.

L'Ingénieur T.P.E. (Mines)  
Inspecteur des Ets Classés

Signé : GAY